

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 05 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAUTBOIS SAS Cossé le Vivien

La Besnardière
53230 Cossé-Le-Vivien

Références : 2025-238_INSP_HAUTBOIS SAS Cossé le Vivien_RAP
Code AIOT : 0006305557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement HAUTBOIS SAS Cossé le Vivien implanté La Besnardière 53230 Cossé-le-Vivien. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUTBOIS SAS Cossé le Vivien
- La Besnardière 53230 Cossé-le-Vivien
- Code AIOT : 0006305557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Hautbois de Cossé le Vivien exploite un silo vertical servant à stocker des céréales (blé, orge,

colza) classé sous la rubrique 2160 2a pour 53423 m³ sous le régime autorisation et un entrepôt pour le stockage des aliments et engrais (non classé).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant

- un affichage complet des consignes en zone ATEX (« Ne pas fumer, **ne pas allumer de feu, ne pas utiliser de téléphone**»)
- la formalisation d'une liste nominative pour les personnes autorisées à délivrer le permis feu,
- l'enregistrement complet des permis feu par les personnes autorisées,
- le renouvellement des habilitations électriques pour le 2^{ème} et 3^{ème} agent "Permis feu",
- l'enregistrement complet de la ronde de surveillance sur tous les permis de feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent Arrêté préfectoral d'autorisation – 29/05/18 : Article 71.2. - Zonages internes à l'établissement : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a défini les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion et a transmis un document "Définition des zones ATEX-Mise à jour 2019 suite à l'évolution du site" par mail du 26/03/25 qui a défini le classement ATEX de la zone 21 au niveau du filtre et case à déchet. Ces zones sont matérialisées sur une vue aérienne des installations avec un affichage ATEX précisant les consignes "Ne pas fumer, ne pas allumer de feu, ne pas utiliser de téléphone". Les zones ATEX sont matérialisées à l'entrée des zones à risque par un triangle jaune "Ex" Atmosphère explosive mais les consignes à respecter sont incomplètes, seule l'interdiction de fumer est existante au niveau de la fosse réception.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation – 29/05/18 : Article 7.3.1. - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Les consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention ; • l'obligation du plan de prévention, du permis d'intervention et du permis de feu ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les procédures de maintenance préventive ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours et les moyens d'alerte ; • la procédure d'intervention.
<p>Constats :</p> <p>Des permis feu ont été présentés lors de l'inspection. Au cours de la visite terrain, l'inspection a constaté l'affichage des consignes de sécurité au poste de travail et en cas d'incendie comprenant les numéros de téléphone du responsable de l'établissement, des services d'incendie et de secours et les moyens d'alerte, les consignes d'exploitation (procédures d'urgences), le plan d'intervention avec indication des issues de</p>

secours, des extincteurs, trousse de secours et des interdictions selon les zones de dangers, notamment de toutes sources d'ignition en zone ATEX

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

Arrêté préfectoral d'autorisation – 29/05/18 :

Article 7.3.2. - Interdiction de feux :

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

Constats :

L'interdiction de fumer est affichée au niveau de la zone élévateur, et du local phytosanitaire

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Arrêté préfectoral d'autorisation – 29/05/18 :

Article 7.3.4. - Travaux d'entretien et de maintenance :

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli

définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.

Permis d'intervention ou permis de feu :

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et le cas échéant d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière.

Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis de feu doit prévoir, quand les circonstances le rendent nécessaire, une surveillance des lieux après les travaux pendant une durée et à une fréquence qui y sont précisées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Toutes les vérifications sont enregistrées par écrit. Tous les documents sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site met en œuvre des permis de feu dont une copie est conservée sur site.

Les documents font à la fois office de procédure (indication des contextes de mise en place de permis feu dont meulage et soudage à l'arc, des actions à réaliser avant le début, pendant et après le travail) et d'enregistrement.

Il est indiqué sur le document permis de feu : "Il est délivré par le magasinier du dépôt". Lors de la visite d'inspection l'exploitant a indiqué oralement le nom de 3 magasiniers mais il ne dispose pas d'une liste formalisée nominative.

Les permis de feu consultés indiquent la délimitation précise du secteur de l'intervention, la durée de délivrance des permis de feu .

L'examen par sondage des documents a conduit au constat que les exigences de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 29/05/18 ne sont pas toujours respectées concernant les vérifications de fin de travaux qui ne sont pas systématiquement tracées sur les permis de feu.

En effet, lors de la visite d'inspection il a été constaté sur des permis de feu, l'absence d'une ronde de surveillance en fin de travaux ainsi que l'absence du nom de la personne ayant réalisé la surveillance :

- aucune ronde de surveillance n'est indiquée sur les permis de feu n°00726 du 26/06/24 et n°00727 du 27/06/24 pour la société Sierra ;
- absence du nom de la personne ayant réalisé la surveillance de fin de travaux sur le permis de feu n°00729 (signature présente).

L'exploitant déclare que les rondes sont cependant réalisées mais non enregistrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est attendu :</p> <ul style="list-style-type: none"> la formalisation d'une liste nominative pour les personnes autorisées à délivrer le permis feu. l'enregistrement complet des vérifications de fin de travaux des permis de feu par les personnes autorisées comprenant l'enregistrement des rondes de surveillance de fin de travaux ainsi que l'enregistrement du nom et la signature de la personne ayant réalisé cette surveillance, conformément à l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 29/05/18.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 08/04/25</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 attestations de formation habilitation électrique: <ul style="list-style-type: none"> -du 26/04/24 par Abskill pour le 1^{er} agent "Permis feu", -du 28/01/22 par Forget Formation avec habilitation électrique délivrée par l'employeur jusqu'au 27/01/25 pour le 2^{ème} agent "Permis feu", -du 25/01/22 par Forget Formation avec habilitation électrique délivrée par l'employeur jusqu'au 24/01/25 pour le 3^{ème} agent "Permis feu" <ol style="list-style-type: none"> 15 attestations de formation Eurofeu "Sensibilisation en unité mobile légère" 1 certificat de réalisation Eurofeu "premier témoin niveau 2 en UML" du 23/01/24 pour le 1^{er} agent "Permis feu"
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les habilitations électriques sont à renouveler pour le 2 ^{ème} et 3 ^{ème} agents "Permis feu"
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois